



Déclaration liminaire - CHSCTD du 30 novembre 2020

Madame l'Inspectrice d'Académie,
Mesdames, Messieurs les membres du CHSCTD,

A l'occasion de ce CHSCTD, l'UNSA Education exprime tout son soutien et toutes ses pensées aux proches de Samuel Paty assassiné ainsi qu'à ses élèves, ses collègues et à toute la communauté éducative. L'émotion du monde éducatif et de toute la société reste très grande face à une telle horreur.

Par l'assassinat de cet enseignant, c'est toute l'École et c'est notre République qui sont meurtries. Il faut soutenir toute la communauté éducative du collège mais plus largement l'ensemble des personnels de l'éducation nationale qui font leur métier, font vivre les valeurs de la République et la laïcité, et défendent la liberté d'expression.

L'École publique a la précieuse mission, fondamentale et fondatrice, d'instruire et d'éduquer les futurs citoyennes et citoyens, afin qu'ils soient maîtresses et maîtres de leur destin et capables d'autonomie de jugement pour leur émancipation. Il faut pour cela former les élèves aux principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de laïcité qui fondent notre République.

Par ailleurs, en revenant sur les engagements pris, pour permettre aux personnels de rendre hommage à notre collègue Samuel PATY, victime d'un acte terroriste inqualifiable, le ministère prouve encore une fois, qu'il navigue, à vue et fait peu cas de ses personnels et de leurs ressentis. L'UNSA Education ne peut que constater cet état de fait et porter l'émoi et la souffrance des collègues au sein de cette instance qu'est le CHSCT départemental.

Concernant la situation actuelle, et suite à notre enquête, nous prenons acte du fait que le moral des collègues est plus qu'en berne et que la colère gronde. Notre Ecole se retrouve en première ligne sur le double front d'une épidémie sans précédent et de l'islamisme radical. Notre institution doit faire face, rappelons que celle-ci, n'est pas seulement le ministère mais bien l'ensemble des agents qui agissent au quotidien pour faire vivre et remplir la mission de service public qui est la leur dans ces conditions difficiles, éprouvantes et angoissantes.

Au CHSCTMEN du 10 novembre, l'UNSA-EDUCATION a lancé une alerte concernant l'urgence de prendre en considération l'épuisement des personnels. En effet, ils ne peuvent plus être soumis à des injonctions successives, incessantes voire contradictoires.

Les agents ne peuvent que déplorer le fait que tout est décidé et organisé en permanence dans la précipitation et sans tenir compte de leur avis ou de la situation sur le terrain. Les personnels se sentent tiraillés entre le respect des consignes sanitaires et la réalité du terrain. Ils s'épuisent et ne peuvent pratiquer leur métier le plus sereinement possible. Tout cela ne peut qu'entraîner exaspération, frustration et découragement ..voire plus... Ils veulent avoir le temps de mettre en œuvre les préconisations sanitaires, avoir l'espace pour adapter le prescrit au réel des situations et des contextes, et disposer des moyens nécessaires pour remplacer les collègues malades et les personnels en situation vulnérable.

C'est pourquoi l'UNSA Education demande expressément de procéder à tous les recrutements de professionnels nécessaires. Nous ne pouvons continuer à poursuivre nos missions sans recrutement sur listes complémentaires, la professionnalisation doit rester une priorité car être enseignant, CPE, AESH, infirmier scolaire, AED, personnel administratif, psy EN... c'est un métier.

Il faut protéger enfin, en ne laissant aucune ambiguïté sur les écueils déjà observés, à l'instar des doubles journées de travail auxquelles de trop nombreux collègues avaient été contraints au printemps dernier. Nous pourrions aussi dissenter sur la pression forte subie par les directeurs et directrices d'écoles ainsi que sur les chefs d'établissements qui, depuis mars, ont dû régulièrement, avec des contraintes fortes de temps et d'espace, réinterroger de trop nombreuses fois le fonctionnement de leurs écoles et de leurs établissements pour répondre aux consignes des multiples protocoles sanitaires inapplicables. Ils se retrouvent confrontés à des incohérences et à d'innombrables questions trop souvent laissées sans réponse.

- comment appliquer un protocole soit-disant renforcé mais sans moyen supplémentaire et complètement irréaliste, que ce soit en primaire ou dans le secondaire ?
- comment faire face aux réactions des parents souvent virulentes face au port du masque, etc... ?
- comment limiter le brassage avec 500 ou 800 élèves à accueillir, tout simplement dans les couloirs, au self... ; avec parfois 37 élèves par classe ?
- pourquoi demander au directeur de pouvoir mettre en place un traçage lié à un contact lors d'un repas cantine, si la cellule COVID week-end répond : « Pour les enfants de moins de 11 ans : l'ARS et la CPAM en lien avec nos procédures considèrent les enfants non contaminés non contaminants entre eux (cela n'a rien changé avec la rentrée du 02 novembre) donc sur le temps scolaire, périscolaire et cantine, il n'y a pas de cas contacts

à lister entre élèves. » ? Donc le port du masque ne sert à rien ? Pourquoi les directeurs devraient-ils perdre du temps à faire du tracing ?

- Pourquoi demande-t-on aux directeurs de rédiger l'information aux familles⁰¹¹ en cas de cas COVID avéré alors qu'il y a des documents type ?

Où sont les aides administratives indispensables aux directeurs ? Où sont leurs heures de décharges supplémentaires ? Où est l'allègement des tâches ?

Nous tenons aussi à signaler que les personnels administratifs se trouvent sursollicités ; ils sont eux aussi victimes de la cacophonie ... injonction sur injonction ne font que les surcharger de travail : il faut là aussi apporter des réponses concrètes en termes de postes supplémentaires, de lisibilité quant à leur avenir professionnel sur site, de cohérence...

L'annonce médiatique des tests nous prouve une fois de plus que ces décisions sont complètement en décalage avec la réalité du terrain : les infirmières, infirmiers scolaires, les médecins scolaires sont loin d'être en nombre suffisant pour assurer cette mission qui pourtant pourrait être la leur. Il ya plus qu'urgence à renforcer la médecine scolaire ainsi que la médecine de prévention.

Le moment que nous vivons nous y oblige tous et toutes, mais les personnels sont exténués et en colère. Leur conscience professionnelle, leur engagement pour les élèves sont particulièrement solides mais pas au point de pouvoir subir toutes les mises à l'épreuve inutiles, l'UNSA Éducation alerte solennellement : les personnels ne tiendront pas indéfiniment.

Notre service public et laïque d'éducation a, encore plus qu'avant, un besoin impérieux d'une politique cohérente et surtout ambitieuse, dans laquelle chaque personnel à son niveau est un maillon indispensable.

Merci de votre attention.

Carine PALHOL-LAFAYE

Stéphane DELLORENZI